



République du Rwanda  
Bureau du porte-parole  
du gouvernement

## DÉCLARATION SUR LE RAPPORT FINAL DU GROUPE D'EXPERTS DE L'ONU SUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Kigali, le 22 juin 2023

Le rapport final du Groupe d'experts des Nations Unies confirme la grave menace que la milice génocidaire FDLR, soutenue par Kinshasa, continue de représenter, et confirme leur capacité accrue à menacer la sécurité du Rwanda.

Le rapport détaille le soutien financier, politique, et militaire apporté aux FDLR par le gouvernement de la République Démocratique du Congo. Il confirme que les FDLR, ainsi que d'autres groupes armés, combattent aux côtés des forces armées congolaises (FARDC), qui ont violé le territoire rwandais à de multiples reprises au cours de l'année écoulée.

De son propre aveu, le rapport s'appuie en grande partie sur des preuves invérifiables et des sources peu crédibles, qui perpétuent le mythe selon lequel le Rwanda serait responsable de l'insécurité et des problèmes internes de la RDC. Les réponses du Rwanda aux accusations portées contre la Force de défense du Rwanda ne figurent pas dans le rapport. Les sources utilisées par le groupe d'experts proviennent du gouvernement de la RDC, d'anciens combattants, de militants de la société civile congolaise notoirement hostiles au Rwanda, et de membres de groupes armés illégaux, y compris des éléments « Wazalendo », une coalition de groupes armés illégaux alliés aux FARDC.

Par ailleurs, le rapport des experts ignore les efforts de paix en cours, initiés par des acteurs régionaux, dans lesquels les Nations-Unies jouent un rôle de soutien, et il ne mentionne pas le sabotage bien documenté que mène la RDC pour faire échouer les processus de Nairobi et de Luanda, notamment le travail de la force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est déployée dans l'est de la RDC.

Les multiples violations de l'intégrité territoriale du Rwanda, et la poursuite par la RDC d'une guerre ouverte sont également ignorées.



Le rapport minimise délibérément la menace d'un nettoyage ethnique des communautés tutsies congolaises et, de manière choquante, accuse les communautés ciblées d'être à l'origine de leurs propres souffrances. Il contredit ainsi les rapports des Nations unies et d'autres organisations, et reproduit la rhétorique des négationnistes et des idéologues du génocide. Il contredit également les témoignages de milliers de réfugiés congolais qui, au cours des deux dernières décennies, ont été contraints de fuir vers des pays de la région, dont le Rwanda.

De manière inexplicable, le rapport omet de mentionner les déclarations du conseiller spécial des Nations unies pour la prévention du génocide qui, en novembre 2022 et en janvier 2023, a tiré la sonnette d'alarme au sujet des meurtres de Tutsi en RDC, mettant en garde contre une violence qui, si rien n'était fait pour protéger les communautés ciblées, pourrait se transformer en Génocide.

Il est regrettable que le Groupe d'Experts des Nations unies propage des allégations et des distorsions dangereuses, qui occultent les causes profondes et les réalités du conflit dans l'est de la RDC, ce qui ne fait que prolonger le conflit, mettant en danger la vie de millions de personnes dans notre région et perpétuant l'insécurité et les menaces le long de la frontière rwandaise.

Afin d'assurer la sécurité totale de notre territoire et de notre peuple, le renforcement des mécanismes défensifs et préventifs du Rwanda restera en place pour se prémunir contre les violations de notre espace aérien et de nos frontières, ainsi que pour contrer tout débordement transfrontalier d'un groupe armé.

Le Rwanda reste déterminé à œuvrer dans le cadre des mécanismes régionaux, en particulier les processus de Nairobi et de Luanda, afin de contribuer à la stabilité dans la région des Grands Lacs.

**FIN**